

MILK-NEWS



Chers producteurs, chers intéressés,

Pour en venir à l'essentiel : nous, producteurs de lait, pouvons être fiers de nous. Nous pouvons être fiers de nos communautés rurales, de notre agriculture paysanne, de notre travail en tant qu'agriculteurs pour la société moderne - et surtout aussi fiers de notre produit, le lait. Nous allons le défendre avec tous les moyens. Nous l'avons encore montré de manière spectaculaire lors de la manifestation devant le Parlement européen le 10 juillet à Bruxelles. Nous devons continuer sur ce chemin jusqu'au jour où notre lait aura à nouveau une valeur et que plus personne ne nous poussera, vu la surproduction insensée, à inonder les rues avec notre produit si précieux.

Pourtant, les solutions sont si simples. Les revendications de l'EMB pour une réduction volontaire des volumes et la création d'une agence de surveillance européenne pour le marché du lait doivent être concrétisées. Il faut maintenant que les représentants politiques le comprennent et en prennent compte lors de la réforme de l'organisation des marchés européens dans les mois à venir. Mais ne vous inquiétez pas: nous, les agriculteurs réunis au sein de l'EMB, allons faire en sorte qu'ils comprennent. Afin d'orienter dans la bonne direction les discussions et les décisions prévues aux mois d'octobre et de novembre au Parlement européen, l'EMB est décidé de mettre sur pied des actions encore plus grandes et plus fortes. Pour cela nous comptons sur votre soutien.

Heureusement, les producteurs laitiers ne luttent pas tous seuls et reçoivent le soutien de beaucoup d'autres groupes de la société civile. Ensemble, nous militons pour une politique agricole commune qui préserve les ressources environnementales et garantit aux producteurs laitiers une situation économique viable dans la cadre d'une agriculture paysanne. En septembre 2012 les producteurs de lait de l'EMB participeront dès lors au "Good Food March" à Bruxelles (*Marche pour une bonne alimentation*, voir aussi l'article à ce sujet dans cette édition du bulletin de l'EMB). Les participants de différents pays se rendront à ce rassemblement à Bruxelles en vélo, afin de présenter leurs revendications dans la capitale européenne.

Je vous appelle dès lors à participer : venez avec nous, montrez votre soutien et rendez-vous à la manifestation de clôture du Good Food March le 19 septembre à Bruxelles.

Erwin Schöpges (Membre du Comité directeur de l'EMB)

Manifestation des producteurs de lait à Bruxelles réussie

Des centaines de producteurs laitiers du European Milk Board ont manifesté devant le Parlement européen à Bruxelles. L'événement eut lieu dans le contexte de la surproduction sur les marchés du lait européens qui provoque un effondrement des prix et mène directement à la prochaine crise du lait.

Le 10 juillet 2012, des centaines de producteurs du European Milk Board (EMB), jeunes et moins jeunes, s'étaient rendus à Bruxelles avec une trentaine de tracteurs pour montrer leur colère et protester contre la mauvaise gestion du marché laitier. Comme symbole de la surproduction actuelle sur les marchés du lait européens, un "lac de lait" débordant avait été érigé sur la place devant le Parlement européen. Le but en était de montrer que les excédents sur le marché font que les prix du lait s'effondrent. La survie des exploitations est en jeu.

Dans le cadre de la réforme actuelle de l'organisation européenne des marchés agricoles, les producteurs laitiers de l'EMB demandent l'adoption de mesures concrètes, en particulier une **réduction volontaire de la production** et la **mise en place d'une agence européenne de surveillance**, afin de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés laitiers.

À la fin de la matinée, les manifestants étaient d'accord sur le fait que l'action était réussie. Elle a à nouveau souligné l'importance pour les producteurs de lait européens d'être solidaires et de défendre leur position ensemble et de manière crédible. L'écho qu'a eu la manifestation dans la presse écrite et la télévision a souligné cette impression. L'attention du public a ainsi pu être tournée vers la situation sur le marché du lait qui met en danger la survie des producteurs laitiers en Europe.

Pendant l'action les manifestants ont par ailleurs annoncé qu'ils reviendraient encore plus nombreux si les revendications de l'EMB n'étaient pas entendues par les représentants politiques à Bruxelles. Dans ce sens, la manifestation du 10 juillet marquait le début d'une période d'actions en été et en automne 2012. C'est maintenant à la politique de prendre des mesures adéquates pour enrayer la crise actuelle du lait.

Christian Schnier (EMB)

Une nouvelle brochure met les choses au clair concernant les coopératives

Le European Milk Board (EMB) a publié une nouvelle brochure offrant un aperçu clair de la thématique des coopératives du secteur laitier. La publication met en évidence que l'image positive de cette forme d'organisation - la coopérative - qui prévaut toujours dans l'opinion publique ne correspond souvent plus à la réalité.

La brochure contient trois articles de différents auteurs décrivant les dysfonctionnements les plus frappants et la situation particulière dans différents pays. Dans cette et la prochaine édition du bulletin de l'EMB nous vous présenterons un résumé de ces articles. La version complète de la brochure sur les coopératives est disponible auprès de l'EMB en français, en allemand et en anglais.

France: Les changements de structure des coopératives laitières et les conséquences en

résultant pour les producteurs

XAVIER TALOUD

La signification du terme coopérative a évolué au fil du temps, d'une part en termes de fonctionnement d'une coopérative, mais surtout aussi concernant la gestion. Si on prend par exemple l'histoire du Comté (fromage du Jura), les écrits mentionnent les «fruitières» et le mode de fonctionnement de ces sociétés coopératives. Cette forme originale d'organisation villageoise est née il y a huit siècles, sur base des valeurs de solidarité et de partage.

Aujourd'hui, certaines coopératives ne sont plus des coopératives de transformation, mais des coopératives de collecte qui fournissent des entreprises ou des filiales, dont certaines sont en partie dans les mains d'investisseurs privés. En analysant la structure des filiales des plus grandes coopératives laitières françaises, on s'aperçoit que ces dernières ont des liens étroits avec des grandes entreprises privées ou des sociétés d'investissements.

Un bon exemple pour l'évolution des structures des coopératives en France est Sodiaal, première coopérative en France avec plus de quatre milliards de litres de lait collectés. Sodiaal se définit à plusieurs niveaux: «Sodiaal Union» est la coopérative où adhère le producteur et qui ne transforme pas de lait; «Groupe Sodiaal» est une filiale de «Sodiaal Union» en forme de SA (Société Anonyme) qui ne transforme pas de lait non plus; «Sodiaal International» est une filiale du Groupe Sodiaal et également une SA qui elle non plus ne transforme pas de lait. Ensuite on trouve les sociétés qui transforment le lait dont une partie est propriété intégrale de Sodiaal et l'autre est financée par des capitaux privés. Un exemple d'une société de transformation de Sodiaal est Yoplait qui appartient à 51% à General Mills, grand groupe agroalimentaire américain.

Le producteur de lait membre de la coopérative «Sodiaal Union» ne peut donc intervenir que sur les décisions de sa coopérative de collecte. Sur l'outil de transformation duquel il a acheté des parts en devenant membre de la coopérative au début, il n'a plus aucune influence.

Les coopératives en France ont été créées pour améliorer le rapport de force des producteurs face aux industries privées et pour que celles-ci valorisent au mieux leur production. Aujourd'hui, la taille des coopératives a obligé celles-ci à créer des filiales. Dans ce processus une gestion administrative s'est développée et ce ne sont plus les adhérents qui contrôlent.

Au niveau de la gestion, il n'y a plus de différence entre une coopérative et une laiterie privée. Adhérer à une coopérative ne représente plus d'avantage pour un producteur, étant donné qu'un producteur membre d'une coopérative se trouve dans la même situation qu'un producteur actionnaire d'une entreprise privée. La différence étant que les actionnaires d'une entreprise privée reçoivent chaque année des dividendes. Sodiaal affirme envers ses adhérents que les gains réalisés par sa coopérative doivent être gardés pour les investir dans de nouveaux outils de production.

Le rapport de force entre producteurs et laiteries peut seulement être effectivement modifié si les producteurs, membres d'une coopérative ou non, se regroupent et agissent ensemble. Ceci est uniquement possible de manière efficace dans une organisation de producteurs horizontale comme le France Milk Board.

Xavier Taloud est un producteur de lait du département de l'Isère, dans la région Rhône-Alpes, à la porte des Alpes françaises.

Christian Schnier (EMB)

L'agriculture de l'UE est en crise. La PAC est en cours de réforme. Il est temps d'agir !

En mai 2012, le European Milk Board et sept autres organisations se sont réunies avec un objectif précis : mettre sur pied la plus grande action de la société civile de tous les temps dans le contexte de la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Ainsi est né l'idée du **Good Food March** (*Marche pour une bonne alimentation*).

ARC2020, la Coordination européenne Via Campesina, le European Milk Board, Friends of the Earth Europe, le Groupe IFOAM UE, les groupements Meine Landwirtschaft, PAC2013 et Slow Food ont lancé un appel commun contenant onze revendications soutenues par l'ensemble des membres. Les organisations exigent ainsi une PAC qui fournisse des prix **sûrs et stables couvrant les coûts de production** pour les agriculteurs et des prix équitables pour les consommateurs, une PAC qui soutienne une **vraie agriculture paysanne, combatte la spéculation sur les denrées alimentaires et mette fin aux exportations des produits agricole à des prix inférieurs à leur coût de production**. Depuis la publication de l'appel, 60 autres organisations issues de 15 pays se sont jointes à l'alliance. Ainsi, on attend la participation de milliers de personnes à cette marche.

Lors du Good Food March des agriculteurs, des citoyens et des jeunes de toute l'Europe auront l'occasion de porter leurs revendications concernant la politique alimentaire et agricole directement devant les institutions de l'UE. La marche débutera en août et se terminera le 19 septembre à Bruxelles. La phase de préparation est en plein cours et il y a de nombreuses possibilités de participer :

- Participez au grand Good Food March de Strasbourg à Bruxelles. D'autres marches viendront se joindre à cette marche principale, comme par exemple celle d'Allemagne partant de Munich le 25 août.
- Organisez ou rendez vous à des événements. Des événements sont déjà prévus à Bucarest, Budapest, Lisbonne, Naples, Sofia et Vienne.
- Venez le 19 septembre (clôture de la marche) à Bruxelles et participez au Good Food Brunch et à une conférence au Parlement européen organisée par *ARC2020* et *Slow Food*.
- Envoyez votre message photo! Tout le monde est invité à envoyer son message photo avec ses revendications pour l'avenir de la politique alimentaire et agricole de l'UE: photo@goodfoodmarch.eu. Toutes les photos seront reprises dans un album qui sera transmis aux institutions de l'UE.

Marchons vers Bruxelles : <http://www.goodfoodmarch.eu/home.html>

Stephanie Roth (ARC2020)

Soutien total des éleveurs laitiers européens à la contestation de leurs collègues britanniques

Par le biais de ce communiqué de presse le European Milk Board s'est montré solidaire avec la contestation des producteurs de lait britanniques contre la baisse des prix à la production et avec la grève du lait qui s'en est suivie:

En Grande-Bretagne, les producteurs de lait bloquent les laiteries en guise de

protestation aux diminutions actuelles du prix du lait. Le European Milk Board soutient cette action et appuie, sans réserve, les revendications des éleveurs laitiers britanniques.

(Bruxelles, le 24 juillet 2012) Jeudi dernier, le 19 juillet 2012, des centaines de producteurs de lait ont, à l'initiative de l'association britannique des producteurs *Farmers for Action* (FFA), bloqué des laiteries et entravé les livraisons de lait dans plusieurs localités en Angleterre. Cette action s'inscrit dans la droite ligne d'une série d'autres manifestations de mécontentement menées par les producteurs britanniques pris de colère à l'annonce des réductions du prix du lait. Leurs laiteries envisagent une diminution du prix du lait pouvant aller jusqu'à 2,5 centimes par litre. Les éleveurs craignent que cette baisse ne remette en question la viabilité des exploitations de nombreux collègues et n'obligent ces derniers à vendre leur ferme. Ces réductions ne profitent qu'aux transformateurs et aux distributeurs qui verront leurs marges encore grossir. Par contre, les consommateurs continueront de payer leur lait au prix fort dans les supermarchés. Cette baisse des prix, qui donne bien du fil à retordre aux producteurs, ne sera pas répercutée sur les prix à la consommation.

Le président du European Milk Board (EMB), Romuald Schaber, exprime le soutien plein et entier des éleveurs laitiers européens envers le mouvement des collègues britanniques : « La colère et le désespoir des collègues britanniques, tout comme la grève du lait qui en résulte, sont plus que justifiés. Ils font l'écho à d'autres actions de protestation menées par les producteurs de lait partout en Europe et notamment devant le Parlement européen à Bruxelles, il y a deux semaines. Tous les moyens doivent être mobilisés afin d'attirer l'attention sur la crise laitière actuelle, la surproduction catastrophique et la chute du prix du lait en Union européenne. Partout en Europe, les producteurs de lait et les consommateurs responsables doivent joindre leurs forces et s'insurger contre cette situation inacceptable. Des propositions de mesures concrètes de redressement de la situation sont sur la table et s'articulent, notamment, autour de la réduction volontaire de la production et d'une agence de surveillance européenne du marché laitier. La balle est dans le camp des décideurs politiques qui doivent désormais s'en emparer et appliquer ces mesures. »

En sa qualité de confédération européenne des organisations de producteurs de lait, le European Milk Board (EMB) compte actuellement 19 organisations-membres, réparties dans 14 pays européens et représentant, dans leur ensemble, environ 100 000 éleveurs laitiers. Les pays représentés dans ses rangs produisent près de 75 % du lait européen.

Communiqué de presse de l'EMB

Les producteurs de lait en Allemagne luttent pour le maintien de la loi sur la structure du marché

La loi allemande sur la structure du marché a comme objectif de renforcer la position des exploitations agricoles sur le marché. Elle permet la création d'organisations de producteurs ainsi qu'une « double affiliation », c.à.d. l'affiliation à une coopérative et à une organisation de producteurs. La création du MEG Milch Board en Allemagne a seulement été possible grâce à la loi sur la structure du marché.

Maintenant le Ministère allemand de l'agriculture vise à remplacer cette loi par la « Loi sur la

reconnaissance d'organisations agricoles » (*Gesetz über die Anerkennung von Agrarorganisationen*), soit disant parce que les dispositions du paquet lait de l'UE l'exigent. Nous ne sommes pas du même avis! Il n'est absolument pas nécessaire de changer la loi sur la structure du marché pour mettre en œuvre les dispositions du paquet lait en Allemagne. Là où il n'y pas encore de dispositions légales à cet égard, le paquet lait offre aux États membres un cadre juridique pour le regroupement des producteurs ainsi qu'en partie aussi pour la contractualisation. Mis à part les nouvelles limites de regroupement qu'il impose, le paquet lait n'a pas de répercussions sur la loi sur la structure du marché existante. En matière de regroupement des producteurs, le paquet lait n'apporte d'ailleurs pas d'améliorations par rapport à la situation juridique actuelle - au contraire !

La proposition de la « Loi sur la reconnaissance d'organisations agricoles » représente ainsi clairement un pas en arrière et son adoption affaiblirait la position des producteurs sur le marché. Cette loi est donc inutile. La possibilité de s'affilier à plusieurs organisations de producteurs et le fait de pouvoir établir des règles communes quant à la vente doivent être maintenus.

Pour cette raison, le BDM et le MEG Milch Board ont organisé, du 27 juin au 11 juillet, des actions devant les Ministères de l'agriculture de nombreux États fédérés allemands pour informer au sujet de la loi sur la structure du marché. Ils ont appelé les Ministres de l'agriculture dans les différentes régions de voter contre la nouvelle « Loi sur la reconnaissance d'organisations agricoles » au Bundesrat (Conseil fédéral regroupant les États fédérés d'Allemagne). Les rapports sur les actions et les réactions que celles-ci ont suscitées dans la presse sont disponibles sur internet à la page suivante : <http://www.milch-board.de/News/Stimmen-zu-den-Aktionen-zum-Erhalt-des-MarktStrG>

Dr. Andrea Beste (MEG Milch Board)

Calendrier de l'EMB

Veillez trouver ici quelques rendez-vous et événements importants de l'EMB en août 2012:

- 8 août : Conférence de presse du groupe de travail de l'EMB sur le regroupement du lait
- 25 août : Début du Good Food March à Munich, Allemagne

Kontakt:

EMB – European Milk Board, Office
Bahnhofstraße 31, D – 59065 Hamm, Germany
Tel.: 0049 – 2381 – 4360495
Fax: 0049 – 2381 – 4361153

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org